Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM)

Rapport ERM-Alerte: EH6593

Date de l'évaluation: Du 13 au 17 Octobre 2026

Nord-Kivu, Territoire de Masisi, Zone de santé Kirotche, aires de santé de Ngungu, Bulegero, Luzirantaka, Katovu et Kabingu

Contexte

Selon l'alerte humanitaire EH6593, une nouvelle vague de déplacements a été enregistrée entre le 14 et le 19 septembre 2026, à la suite de la recrudescence des affrontements opposant les FARDC, appuyées par les groupes armés d'autodéfense Wazalendo, au M23 dans plusieurs villages du groupement Ufamandu Ier, en territoire de Masisi, au Nord-Kivu. Au total, environ 4 102 ménages, soit 24 612 personnes, ont rejoint les aires de santé de Bulengero, Kabingu, Katovu, Ngungu et Ruzirantaka, dans la zone de santé de Kirotshe. Ces déplacements s'ajoutent aux mouvements antérieurs documentés dans le cadre de l'alerte EH6418, qui faisait état de 6 650 ménages déplacés entre février et mai 2026.

La majorité des personnes déplacées est hébergée dans des familles d'accueil, tandis que d'autres occupent des centres collectifs, notamment des écoles. Cette situation accentue la pression sur les communautés hôtes et les services sociaux de base. Les besoins prioritaires signalés concernent notamment la sécurité alimentaire, les abris, les articles ménagers essentiels (AME), l'eau, l'hygiène et l'assainissement (EHA), ainsi que la santé. L'accès insuffisant à l'eau potable, les mauvaises conditions d'assainissement et les cas de choléra signalés dans les aires de santé de Bulengero et Katovu aggravent les risques sanitaires. Par ailleurs, la perte des moyens de subsistance, les difficultés d'accès à la nourriture et la précarité des conditions d'hébergement fragilisent davantage les ménages affectés.

Face à cette situation, Focus Droits et Accès (FDA), en consortium avec ABF (Alternatives pour les Besoins des Femmes), APME (Action de Protection de la Mère et de l'Enfant), APV (Alliance pour la Vie), AVSD (Action des Volontaires pour la Solidarité et le Développement), CERAO (Centre d'Encadrement des Enfants Rescapés non accompagnés et Orphelins), EFIM (Encadrement des Femmes Indigènes et Ménages vulnérables), FESED (Femmes Solidaires pour la Survie des Enfants Défavorisés), FUDEI (Femmes Unies pour les Développements Endogènes et Intégraux), MNM (Mama Ni Mama), MS (Mwanamke Shujaa) et Women Power DRC, a réalisé une Évaluation Rapide Multisectorielle (ERM) du 15 au 16 octobre 2026 dans les localités de Bishage, Miano et Burora, situées dans la zone de santé de Kirotshe, territoire de Masisi.

Cette évaluation visait à actualiser les informations disponibles, à identifier les besoins prioritaires des populations affectées et à apprécier les vulnérabilités dans les différents secteurs humanitaires. Elle était d'autant plus nécessaire que la précédente évaluation de référence remontait à mai 2026 et que les données secondaires disponibles ne permettaient pas de rendre suffisamment compte de l'évolution récente de la situation dans les localités ciblées.

Les résultats de cette évaluation doivent contribuer à orienter la priorisation des besoins et la planification d'une réponse humanitaire adaptée aux réalités du terrain, en tenant compte des besoins des personnes déplacées et des communautés d'accueil.



Source des résultats : [1]	EM	IC	RDS/GDC
Code de l'alerte	6593	6593	6593
Autres codes d'alerte			
Date de début de crise	01/09/2026	11/09/2026	02/09/2026
Date de fin de crise	En cours	En cours	En cours
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	4102	5924	
Taille moyenne ménages	8.3	-	

Source : équipe d'évaluation	
Accès physique	Moto
Accès sécuritaire	Oui
Présence de la MONUSCO	Non
Incidents au cours des 2 dernières semaines	Enlevement, travaux forcés, restruction des mouvement
Couverture tél.	80% (estimation)

EM: Enquêtes ménages ; **IC**: Informateurs clés
RDS: Revue de données secondaires
GDC: Groupe de discussion communautaire
OL: Observations libres

Conséquences humanitaires

La crise sécuritaire a entraîné des déplacements massifs de populations, la perte de biens essentiels et la perturbation des moyens de subsistance. Les ménages affectés rencontrent des difficultés pour accéder à la nourriture, aux champs, aux marchés, à l'eau potable et aux soins de santé. Les familles d'accueil sont également mises sous pression par l'arrivée de nouveaux déplacés, ce qui accentue la promiscuité et le manque d'abris et d'articles ménagers essentiels.

Les conditions précaires d'eau, d'hygiène et d'assainissement augmentent les risques de maladies, tandis que le déplacement et le manque de moyens financiers perturbent la scolarité de nombreux enfants. Par ailleurs, les femmes, les enfants, les adolescents, les personnes vivant avec handicap et les autres personnes ayant des besoins spécifiques restent particulièrement exposés aux risques de protection, d'exploitation et de violences. Cette situation nécessite une réponse humanitaire multisectorielle, adaptée aux besoins des personnes déplacées et des communautés d'accueil, avec une attention particulière aux groupes les plus vulnérables.

Composition des ménages évalués dans la zone, par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	1%	1%
18-64 ans	16%	14%
6-17 ans	20%	19%
7 mois-5 ans	12%	12%
0-6 mois	2%	2%
Total	52%	48%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) [2]

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	86%
Nutrition	4%
Abris	6%
Articles ménagers essentiels (AME)	4%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	4%
Santé	0%
Education	3%
Nourriture	5%
Moyens de subsistance	3%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	3%
Autre	0%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité 1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés			2731		
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	2%	7%	13%	-	77%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	5%	-	8%	-	97%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	4%	18%	-	-	48%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)	83%	-	-	-	17%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	88%	-	10%	-	2%
	MAG femmes enceintes et allaitantes	79%	-	8%	-	13%
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	8%	31%	44%	8%	0%
	Promiscuité dans les abris				78%	
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	0%	12%	44%	44%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	17%	7%	25%	24%	18%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	6%	-	25%	-	68%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	17%	52%	26%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans				61%	
	Epidémies: cas confirmés (par des professionels de santé)			Paludisme		
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	66%	-	-	-	33%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	84%	-	-	-	16%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	37%	-	-	-	63%
Éducation	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	70%	-	25%	-	4%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours				60%	

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, exceptés les scores "Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied (IC)" et "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègrent des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

La poursuite des conflits armés et l'arrivée de nouveaux déplacés pourraient aggraver la situation humanitaire dans les localités affectées. Les discussions de groupe avec les personnes déplacées et les retournés, les entretiens avec les informateurs clés et les enquêtes ménages révèlent les craintes des populations face à l'évolution de la situation. Les communautés redoutent notamment des difficultés accrues d'accès à la nourriture, à l'eau potable et aux soins de santé. L'arrivée de nouveaux déplacés pourrait également accentuer la pression sur les familles d'accueil, déjà confrontées au partage de leurs ressources. Sans une assistance humanitaire suffisante, les conditions de vie des ménages les plus vulnérables pourraient se détériorer davantage.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) [2]

	(% de ménages)
Cash physique (en espèces)	78%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	28%
Vouchers / foires	4%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	53%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	10%
Autre	3%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) [2]

	(Fréquence de réponses pondérée)[3] Fréquence max. possible: 26
Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	18
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	6
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0
Abris	0
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	18
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	18
Santé	0
Education	13
Protection (y compris la sécurité)	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	5
Autre	0
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

Informations sur l'enquête

Méthodologie

L'Évaluation Rapide Multisectorielle (ERM) de l'alerte EH6593 a adopté une approche mixte, combinant des méthodes quantitatives et qualitatives. Elle s'est déroulée en deux phases complémentaires : la revue des données secondaires et la collecte des données primaires sur le terrain.

La première phase a consisté à consulter l'alerte EH6593, le rapport ERM des alertes EH6337 et EH6418 réalisé par COCERN du 4 au 9 mai 2026 dans la zone de santé de Kirotshe, couvrant les aires de santé de Ngungu, Bulengero, Luzirantaka, Katovu, Kabingu et Kausa, ainsi que les données statistiques du bureau du Comité des déplacés de Ngungu.

La deuxième phase s'est déroulée du 14 au 16 octobre 2026 dans les localités de Bishage, Miano et Burora, en zone de santé de Kirotshe, territoire de Masisi, au Nord-Kivu. La collecte sur le terrain s'est avérée nécessaire en raison de l'insuffisance des données secondaires disponibles et du délai d'environ cinq mois depuis la dernière évaluation réalisée en mai 2026. L'objectif était d'obtenir des informations actualisées sur la situation humanitaire et les besoins des populations affectées.

Au total, 108 enquêtes ménages ont été réalisées sur les 110 prévues, selon un échantillonnage aléatoire simple. Ces EM ont été complétées par 10 entretiens avec des informateurs clés et 11 groupes de discussion communautaires (GDC), organisés par échantillonnage raisonné auprès des femmes enceintes déplacées, des femmes déplacées et retournées, des hommes, des garçons et des filles. Des observations directes ont également été effectuées.

Les informations recueillies ont été confrontées aux données secondaires pour renforcer la triangulation des résultats. L'évaluation a couvert la sécurité alimentaire, la nutrition, les abris, les articles ménagers essentiels (AME), l'eau, l'hygiène et l'assainissement (EHA), la santé, la protection et l'éducation. Les résultats visent à orienter la priorisation des besoins et la planification d'une réponse humanitaire adaptée.

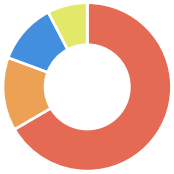
Outils ERM	Outils ERM utilisés	Echantillonnage	Stratification	Résultats représentatifs ou indicatifs?
RDS	Oui	-	-	Indicatifs
IC distance	Non	-	-	Indicatifs
IC sur place	Oui	Aléatoire stratifié	e déplacement (PDI, retour	Indicatifs
GDC	Oui	Raisonné (choisi)	Sexe (homme, femme)	Indicatifs
EM	Oui	Aléatoire simple	Aucune	Représentatifs
(OL)	Oui	-	-	Indicatifs

	EM	IC	RDS/GDC
Date de début de l'enquête	14/10/2026	15/10/2026	14/10/2026
Date de fin de l'enquête	16/10/2026	16/10/2026	16/10/2026
Organisation	FDA et ses partenaires	FDA et ses partenaires	FDA et ses partenaires
Mission inter-agence/inter-organisation?	Oui	Oui	Oui

Localité enquêtée	nb ménages localité	nb ménages enquêtés	nb IC enquêtés	nb GDC
Bishage	1526	47	3	5
Miano	621	14	2	
Burora	1955	47	5	6
Total	-	**4102**	**108**	**10**	**11**

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



	EM	IC	RDS/GDC
% estimé de ménages par statut			
Déplacés	67%	61%	
Retournés	14%	7%	
Communauté hôte / autochtones	12%	32%	
Réfugiés	8%	0%	
Rapatriés / expulsés	0%	0%	
Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)			
Déplacés	2731	3601	
Retournés	577	434	
Communauté hôte / autochtones	480	1884	
Réfugiés	315	3	
Rapatriés / expulsés	0	3	
Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée	4102	5924	
Taille moyenne des ménages (EM)	8.3	-	
Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)	88%	215%	
		(Réponse IC majoritaire)	
Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil	21%	Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
Estimation du nombre de familles d'accueil dans la zone enquêtée	855	-	
			#REF!
			#REF!

Analyse des mouvements de population

Les enquêtes ménages indiquent une forte présence de personnes déplacées internes (PDI) dans la zone évaluée, représentant 67 % des ménages enquêtés, contre 14 % de ménages retournés et 12 % de ménages issus de la communauté hôte. Les entretiens avec les informateurs clés confirment cette tendance, avec 61 % de ménages déplacés. Ces mouvements exercent une pression importante sur les ressources communautaires et les capacités d'accueil des familles hôtes, elles-mêmes confrontées à des difficultés socioéconomiques.

Selon les données communiquées par le Comité des personnes déplacées de Ngungu, 4 819 ménages déplacés sont enregistrés dans la zone. Parmi eux, 3 975 ménages proviennent de sept localités du groupement Ufamandu I : Kashukano, Miyano, Kishanja, Remeka, Katuunda, Kamuobe et Buuli. Les 844 autres ménages sont originaires de trois localités du Sud-Kivu : Lumbishi, Shanje et Lumbi. Les déplacements se sont déroulés en plusieurs vagues, notamment en février, avril et septembre 2026, et les arrivées de nouveaux ménages se poursuivent au moment de l'évaluation, témoignant du caractère évolutif de la crise et de la persistance de l'insécurité dans les zones d'origine.

Une partie des personnes déplacées est regroupée dans neuf centres collectifs aménagés dans des écoles et des églises, tandis que d'autres ménages sont hébergés par des familles d'accueil. Cette situation accentue la pression sur les infrastructures sociales, les ressources alimentaires, l'accès à l'eau potable et les installations sanitaires. Les capacités d'accueil des communautés hôtes sont également fortement sollicitées, alors que les besoins humanitaires restent importants.

Dans l'ensemble, ces mouvements traduisent une crise de déplacement prolongée, marquée par des arrivées successives et des besoins humanitaires croissants. L'amélioration des conditions d'hébergement, le renforcement du suivi des déplacements et la couverture des besoins essentiels constituent des priorités pour réduire les vulnérabilités des populations affectées.

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement *(cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)*

Déplacés	38552
Retournés	4616
Communauté hôte / autochtones	525
Réfugiés	0
Rapatriés/Expulsés	0
Total	**43693**

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les enquêteurs formés spécifiquement à cela peuvent réaliser ce type de mesures dans le cadre d'une ERM.
L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que ces mesures n'ont pas été réalisée lors de cette évaluation.

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

		< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
Garçons de moins de 5 ans		n	%	n	%	n	%
	<115 mm	0	0%	0	0%	0	0%
	115-125 mm	2	13%	10	17%	12	16%
	>125 mm	14	87%	30	83%	44	84%
	MAG	**2**	**13%**	**10**	**17%**	**12**	**16%**
Filles de moins de 5 ans		n	%	n	%	n	%
	<115 mm	1	6%	1	2%	2	4%
	115-125 mm	2	12%	3	0%	5	4%
	>125 mm	13	82%	30	98%	43	92%
	MAG	**3**	**18%**	**4**	**2%**	**7**	**8%**
Enfants de moins de 5 ans		n	%	n	%	n	%
	<115 mm	1	3%	1	1%	2	2%
	115-125 mm	4	13%	13	9%	17	10%
	>125 mm	27	84%	60	81%	87	88%
	MAG	**5**	**16%**	**14**	**11%**	**19**	**12%**

Femmes enceintes et allaitantes	n	%
<185 mm	5	13%
185-230 mm	3	8%
>230 mm	30	79%
MAG	**8**	**21%**

Seuls les IC professionels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM. **L'absence de valeurs dans le tableau ci-dessous indique que de tels IC n'ont pas été interrogés lors de cette évaluation.**

IC, professionnels de santé/nutrition : Nombre moyen de cas rapportés

		< 2 ans	≥ 2 ans	Total
Garçons de moins de 5 ans		n	n	n
	<115 mm	12	4	16
	115-125 mm	26	1	27
	MAG	**38**	**5**	**43**
Filles de moins de 5 ans		n	n	n
	<115 mm	20	5	25
	115-125 mm	18	3	21
	MAG	**38**	**8**	**46**
Enfants de moins de 5 ans		n	n	n
	<115 mm	32	9	0
	115-125 mm	44	4	48
	MAG	**76**	**13**	**89**

Femmes enceintes et allaitantes	n
<185 mm	0
185-230 mm	12
MAG	**12**

Analyse Nutrition

Les résultats des enquêtes ménages révèlent une situation nutritionnelle préoccupante chez les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes et allaitantes. Sur les 106 enfants examinés par mesure du périmètre brachial (MUAC), 19 présentent une malnutrition aiguë globale, soit environ 18 %, dont 2 cas de malnutrition aiguë sévère (MAS) et 17 cas de malnutrition aiguë modérée (MAM). Chez les 38 femmes enceintes et allaitantes examinées, 8 présentent une malnutrition aiguë, soit 21 %, dont 5 cas sévères et 3 cas modérés.

Les données recueillies auprès des informateurs clés, notamment les professionnels de santé et de nutrition, confirment ces préoccupations. Au total, 89 cas de malnutrition aiguë sont renseignés chez les enfants de moins de cinq ans, dont 41 cas sévères (46 %) et 48 cas modérés (54 %). Concernant les femmes enceintes et allaitantes, 12 cas de malnutrition aiguë modérée sont rapportés par les informateurs clés. Ces résultats soulignent la vulnérabilité nutritionnelle des populations affectées et la nécessité de renforcer le dépistage précoce, le référencement et la prise en charge nutritionnelle des enfants et des femmes enceintes et allaitantes.

Sécurité alimentaire

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)[3]	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire		***18***	
Principales activités de subsistance (EM, IC) [2]			
Travail journalier	40%	18	
Agriculture de subsistance	22%	10	
Agriculture de rente	5%	0	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	0%	5	
Exploitation minière artisanale	1%	6	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	0%	5	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	2%	2	
Aucune	15%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	16%	-	
Non	82%	-	
Ne sait pas	1%		
Ne se prononce pas	1%		
Proportion de cultures endommagées (IC)		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	63%	-	
Non	37%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	9%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	17%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Autre	3%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)		Oui	
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	25%	13	
Non	74%	5	
Ne sait pas	1%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	0	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	10	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	8	
Ne sait pas	-	0	





	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)[3]	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Sécurité alimentaire		*18*	
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) [2]			
Production personnelle	31%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	3%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	23%	-	
Marché	4%	-	
Travail pour de la nourriture	56%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	0%	-	
Achat auprès d'un voisin	5%	-	
Petit commerce	13%	-	
Vente de braises/charbon, etc	5%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	1%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	8%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	2%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	5%	-	
Autre	2%	-	
Ne sait pas	1%	-	
Ne se prononce pas	1%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves	77%	-	5
1-2 semaines	13%	-	3
3-4 semaines	7%	-	
Plus de 4 semaines	2%	-	1
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) [4]			
Acceptable (>42)	5%	-	1
Limite (>28)	8%	-	3
Pauvre (≤28)	97%	-	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) [5]			
Durable (<4)	4%	-	1
Sous pression (<19)	18%	-	3
Crise / urgence (≥19)	78%	-	5







Analyse Sécurité alimentaire

Les résultats révèlent une insécurité alimentaire sévère dans les localités évaluées. Les principaux moyens de subsistance sont le travail journalier (40 %) et l'agriculture de subsistance (22 %). Cependant, 82 % des ménages n'ont pas accès à la terre, limitant leur production agricole. Les informateurs clés signalent des pertes de cultures et de bétail, aggravant la vulnérabilité des ménages.

L'accès à la nourriture reste difficile. Pour se nourrir, 56 % des ménages travaillent en échange de nourriture, 31 % dépendent de leur propre production et 23 % reçoivent des vivres de proches. Si 63 % déclarent avoir accédé à un marché durant les sept derniers jours, les contraintes financières demeurent majeures : 71 % des réponses sur les difficultés d'accès citent les prix élevés et le manque de moyens, tandis que 17 % mentionnent l'éloignement des marchés. Par ailleurs, 77 % des ménages ne disposent d'aucune réserve alimentaire et les membres des ménages consomment en moyenne un seul repas par jour.

La consommation alimentaire est très préoccupante : l'outil indique que 97 % des ménages ont un score de consommation alimentaire pauvre. L'indice des stratégies de survie montre que 48 % sont en crise/urgence et 31 % en phase 4, signe de stratégies d'adaptation préoccupantes. Les informateurs clés rapportent également une faim

Abris

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)[3]	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Abris		*18*	
Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)			
Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	8%	-	
En famille d'accueil	23%	-	
Dans un site spontané	4%	-	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	8%	-	
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	36%	-	
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	19%	-	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC)		Quelques-uns (moins de la moitié des ménages)	
Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM[6], IC[2])			
Maison (construction durable)	8%	0	
Maison (construction non-durable délabrée)	61%	13	
Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	16%	9	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc…)	-	6	
Ecole transformée en centre collectif	-	7	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	-	0	
Autre	5%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	
Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC)		Oui , quelques-uns (moins de la moitié)	
Promiscuité dans les abris (EM)			**Sévérité**
Oui	78%	-	4
Non	20%	-	
Ne sait pas	0%	-	



Taux total < 15% = Sévérité 1; 15% - 39% = Sévérité 2; 40% - 59% = Sévérité 3; 60% - 79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) [7]		
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	3%	1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	6%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	5%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	26%	2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	0%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	10%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	18%	3
Abri d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%	
Abri d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	3%	
Abri d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	9%	
Abri d'urgence ET En famille d'accueil	3%	
Abri d'urgence ET Dans un site spontané	1%	
Dans un centre/bâtiment collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	8%	4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	5

Analyse Abris

Les résultats des enquêtes ménages révèlent des conditions d'hébergement particulièrement précaires dans la zone évaluée. En effet, 61 % des ménages vivent dans des maisons non durables et délabrées, tandis que 16 % occupent des abris d'urgence. Seuls 8 % disposent d'un logement durable. Concernant le statut d'occupation, 36 % des ménages sont locataires, 23 % vivent dans des familles d'accueil et 19 % partagent une parcelle louée avec d'autres ménages. Par ailleurs, 8 % résident dans des centres collectifs et 4 % dans des sites spontanés. Cette situation traduit une forte dépendance aux solutions d'hébergement précaires et une capacité limitée des ménages à accéder à un logement adéquat.

La promiscuité constitue également une préoccupation majeure : 78 % des ménages déclarent vivre dans des conditions de surpeuplement, correspondant au niveau de sévérité 4. Les informateurs clés signalent également des habitations endommagées ou détruites, même si la majorité indique que ces dégâts concernent moins de la moitié des habitations. Dans l'ensemble, ces résultats mettent en évidence des besoins importants en abris adéquats et en amélioration des conditions d'hébergement.

Articles Ménagers Essentiels (AME)

	EM (% de ménages)	IC	Sévérité
Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)			
Oui	1%	-	
Non	95%	-	
Ne sait pas	2%	-	
Ne se prononce pas	2%	-	



	EM (% de ménages)	IC	Sévérité
Score card AME			
< 1	0%	-	1
1 – 1.9	0%	-	2
2 – 2.9	12%	-	3
3 – 3.9	44%	-	4
4 – 5	44%	-	5



Analyse AME

Les résultats de l'évaluation révèlent des besoins importants en articles ménagers essentiels (AME) parmi les ménages affectés par la crise. Le scorecard AME indique que 44 % des ménages se situent au niveau de sévérité 4 et 44 % au niveau 5, soit 88 % présentant une sévérité élevée. Les 12 % restants sont au niveau 3, ce qui traduit également des besoins.

La situation est particulièrement préoccupante pour l'hygiène menstruelle : 95 % des ménages déclarent que les femmes et les filles n'utilisent pas de kits d'hygiène menstruelle, contre seulement 1 % qui en utilisent. Cette insuffisance compromet leur dignité et leur intimité, dans les centres collectifs et les familles d'accueil.

Ces résultats soulignent la nécessité de renforcer l'assistance en AME, en ciblant les ménages les plus vulnérables et les besoins spécifiques des femmes et des adolescentes. La distribution de kits ménagers et d'hygiène menstruelle contribuerait à améliorer les conditions de vie et le bien-être des populations affectées.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)[3]	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		***20***	
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			
Robinets privés	-	151	
Robinets public / bornes fontaines	-	101	
Puits à pompe / forage	-	101	
Puits creusé aménagé	-	151	
Source naturelle aménagée	-	102	
Source naturelle non-aménagée	-	103	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	920	
Camion-citerne	-	101	
Charrette avec petite citerne	-	101	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	151	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	201	
Type de source d'eau (EM) [8]			
Source améliorée	24%	-	1
Source non-améliorée	44%	-	3
Eau de surface	24%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	61%	-	4
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	-	-	
Pour l'hygiène personnelle	-	-	
Pour cuisiner	-	-	
Pour d'autres fins domestiques	-	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	67%	-	
De 31 minutes à 2 heures	31%	-	
Plus de 2 heures	2%	-	
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) [2]			
Pas de problème	29%	0	
Les points d'eau sont trop éloignés	28%	5	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	18%	3	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	5%	2	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	4%	2	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	25%	18	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	3%	3	
L'eau est trop chère	14%	0	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	26%	13	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	3%	0	
Autre	4%	2	
Ne sait pas	0%	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)[3]	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		*20*	
Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) [2]			
Tous les membres sans distinction	30%	-	
Les hommes adultes	20%	-	
Les femmes adultes	39%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	15%	-	
Les filles de moins de 18 ans	30%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) [7]			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	17%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	7%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	0%	-	
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	25%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	4%	-	
Accès à de l'eau de surface uniquement	24%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	18%	-	5
Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)			
Oui, eau et savon	6%	-	1
Oui, eau seulement	25%	-	3
Non	68%	-	5
Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)		Aucun(e)	
Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)		Oui , quelques-un(e)s (moins de la moitié)	
Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)			
Oui	76%	-	
Non	24%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Latrines séparées par sexe (EM)			
Oui	24%	-	
Non	76%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) [2]			
Présence de matières fécales	-	14	
Eau stagnante	-	18	
Déchets solides domestiques	-	16	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	0	
Rongeurs / rats	-	3	
Aucun	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)[3]	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - EHA		***20***	
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) [7, 9]			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	17%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	52%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	26%	-	5

Analyse EHA

L'accès à l'eau potable constitue une priorité humanitaire urgente dans la zone évaluée. Malgré les enquêtes indiquant que 81 % des ménages disposent d'une quantité suffisante d'eau pour boire, les observations et les discussions communautaires révèlent des difficultés importantes, notamment pour les personnes déplacées. L'insuffisance des robinets, les pannes, l'éloignement des points d'eau et le manque de récipients de stockage contraignent certains ménages à utiliser l'eau des rivières et de pluie. Le coût de l'eau et les longues files d'attente aggravent également ces difficultés, augmentant les risques sanitaires.

Les conditions d'hygiène et d'assainissement sont tout aussi préoccupantes. Environ 68 % des ménages ne disposent pas de dispositif de lavage des mains, 69 % utilisent des latrines non améliorées et 26 % ne disposent d'aucune latrine ou pratiquent la défécation à l'air libre. En outre, 76 % partagent leurs latrines avec plus de quatre ménages. La présence de matières fécales, de déchets solides et d'eaux stagnantes accroît les risques de contamination. Le taux de diarrhée chez les enfants de moins de cinq ans atteint 61 % (sévérité 4). Une réponse urgente s'impose, priorisant l'accès à l'eau potable, l'augmentation des points d'eau fonctionnels, la fourniture de récipients de stockage, l'amélioration des latrines et la promotion de l'hygiène.

Santé

Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé		***20***
Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)		
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	69%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	12%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	19%	-
Autre	0%	-
Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)		
Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)	70%	-
Guérisseur traditionnel / religieux	15%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même	15%	-
Autre	0%	-
Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)		Non consensus
Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)		
Moins de 1 heure	66%	-
Entre 1 heure et 2 heures	33%	-
Entre 2 heures et une demi-journée	1%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible	0%	-
Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)		
A la maison avec famille	-	0
A la maison avec sage-femme	-	3
A la maison avec infirmier	-	0
Centre de sante / d'accueil	-	17
Autre	-	0
Ne sait pas	-	0

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)[3]	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Santé		*20*	
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) [2]			
Pas de problèmes	-	3	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	2	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	3	
Manque de médicaments	-	11	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	13	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	4	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	4	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	2	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0	
Autre	-	0	
Ne sais pas	-	0	
Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)			
Diarrhée	61%	-	4
Fièvre	66%	-	
Toux	56%	-	
Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5			
Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)			
Oui	56%	-	
Non	27%	-	
Ne sait pas	0%	-	



Questions spécifiques aux IC professionels de santé :	IC	
Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)	**Cas suspects**	**Cas confirmés**
Paludisme	0	195
Infection Respiratoire Aigue	0	566
Diarrhées aigues	0	639
Typhoïde	0	37
Malnutrition aigue globale	0	80
Rougeole	0	0
Choléra	0	88
Fièvre jaune	0	0
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	879

Disponibilité de médicaments en quantitité suffisante (IC, prof. de santé)	Oui
Disponibilité d'équipements médicaux en quantitité suffisante (IC, prof. de santé)	Oui
Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)	Oui, beaucoup

Analyse Santé

L'accès aux soins reste difficile pour une partie des populations affectées. Les enquêtes indiquent que 69 % des hommes et 70 % des femmes se rendent principalement dans une structure sanitaire. Cependant, certains ménages recourent aux traitements traditionnels ou restent à domicile. Pour atteindre la structure la plus proche, 66 % des ménages mettent moins d'une heure, 33 % entre une et deux heures et 1 % entre deux heures et une demi-journée.

Les informateurs clés citent principalement le manque de moyens financiers pour payer les soins (13 mentions) et l'insuffisance des médicaments (11 mentions). Le manque de personnel qualifié et les difficultés d'accès physique aux structures constituent également des obstacles. Les professionnels de santé signalent une augmentation importante du nombre de patients depuis le début de la crise, accentuant la pression sur les services disponibles.

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)[3]	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		***19***	
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	33%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Oui	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	4	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	16%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	10	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	7	-	
Nombre total de personnes agées	0	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC) [2]	Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée) [3]			
	H +18 ans	**F +18 ans**	**H -18 ans**	**F -18 ans**
Rien à signaler / Pas de problème	1	1	3	1
Meurtre	5	0	0	0
Mutilations / coups et blessures	4	2	2	0
Violences intercommunautaires	0	0	2	0
Violences sexuelles	0	8	0	4
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	2	2	5	0
Blessés / morts dus aux mines	2	0	2	0
Mariage forcé / précoce	0	8	5	9
Violences conjugales	4	5	0	0
Séparation des familles	2	4	0	4
Pillage / vol / cambriolage	2	2	3	3
Pillage du bétail	2	2	0	0
Arrestations arbitraires	6	2	2	2
Harcèlement ou divulgation de renseignements	2	0	2	2
Recrutements / enrôlements forcés	5	0	2	0
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	11	3	7	3
Autre	0	0	0	0
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM) [2]		
Violence physique ou harcélement	16%	-
Déni d'accès à des services	7%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	20%	-
Mariage forcé	2%	-
Travail forcé	19%	-
Pas de cas dans le ménage	56%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	6%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres feminins des ménages (EM) [2]		
Violence physique ou harcélement	16%	-
Déni d'accès à des services	7%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées	2%	-
Mariage forcé	5%	-
Travail forcé	7%	-
Pas de cas dans le ménage	70%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas	6%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)	Non

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)[3]	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Protection		***19***	
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) [2]			
Pas de cas dans la communauté	57%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	9%	-	
Viol	23%	-	
Agression sexuelle	15%	-	
Violence physique ou harcèlement	16%	-	
Mariage forcé	15%	-	
Déni d'accès à des services	3%	-	
Abus psychologique / émotionnel	7%	-	
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)		Oui	
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	0	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	8	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	11	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	0	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)		Non	
Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) [2]			
Aucun problème	-	9	
Accaparement des terres	-	0	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	4	
Accès à la terre pour les PDIs	-	7	
Augmentation du coût du loyer	-	5	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	2	
Destruction des cultures ou des animaux	-	0	
Destruction des étangs piscicoles	-	0	
Exploitation des ressources naturelles	-	1	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0	
Insécurité d'occupation	-	0	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	4	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	0	
Problèmes de limites	-	0	
Rareté des terres	-	0	
Remise en cause des transactions foncières	-	0	
Répartition inégale des terres	-	0	
Restitution des biens	-	0	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Autre	-	0	

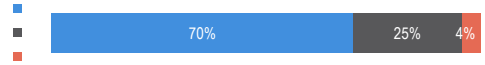
Analyse Protection

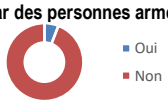
Les résultats de l'évaluation révèlent des risques importants de protection, notamment les violences basées sur le genre (VBG), les enlèvements, les recrutements forcés et les travaux forcés. Parmi les ménages enquêtés, 33 % déclarent avoir accueilli au moins un enfant non accompagné. Par ailleurs, 16 % comptent des personnes en situation de handicap, dont 10 enfants et 7 adultes, nécessitant une attention particulière.

L'accès aux services de prise en charge des VBG reste limité : 15 informateurs clés signalent leur absence, contre seulement 2 qui confirment leur disponibilité. Les incidents rapportés comprennent le viol (23 %), les agressions sexuelles (15 %), les violences physiques ou le harcèlement (16 %) et les mariages forcés (15 %). La peur des représailles contribue à la sous-déclaration des cas. En outre, 63 % des informateurs clés signalent des ménages affectés par des incidents liés aux restes explosifs de guerre.

Éducation

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)[3]	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - Education		**22**	
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	70%	-	1
Plus de 1 heure	25%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	4%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	6%	-	
Non	94%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)		Oui, beaucoup (plus de la moitié des enfants de 6 à 11 ans)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	15	
Espaces temporaires (p. ex. église, …)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	48%	-	
Filles (Primaire)	51%	-	
Garçons (Secondaire)	67%	-	
Filles (Secondaire)	75%	-	
Total	60%	-	4
Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	81%	-	
Ecole trop éloignée	0%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	10%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	1%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	0%	-	
Enfant jamais allé à l'école	1%	-	
Autre	1%	-	
Ne se prononce pas	5%	-	





Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)	(Fréquence de réponses pondérée)[3] Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires	13	19
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire	2	0
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)	0	0
Elles / Ils doivent travailler à la maison	0	0
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité	3	3
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)	0	0
Mariage précoce / mariage forcé	0	-
Grossesse précoce	0	-
Faim	0	0
La route pour aller à l'école est trop dangereuse	0	0
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)	0	0
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)	0	0
L'école est trop loin	0	0
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller	4	0
Autre	0	0
Ne sait pas	0	0
Ne se prononce pas	0	0

Questions spécifiques aux IC professionels du secteur de l'éducation:

Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)		
Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	84%
Avant la crise	-	90%
Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)		
Taux actuel (au moment de l'enquête)	-	80%
Avant la crise	-	88%
Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)		
Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant		65.66666667
Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise		62

Analyse Éducation

Les résultats montrent que la crise perturbe fortement la continuité de l'éducation, surtout pour les enfants déplacés et retournés. Les déplacements ont interrompu la scolarité de nombreux enfants, tandis que le manque de moyens empêche les familles de payer les frais scolaires et de réinscrire leurs enfants. Ainsi, 81 % des ménages citent les difficultés financières comme principale cause de non-scolarisation, et 60 % déclarent qu'aucun de leurs enfants n'a fréquenté l'école au cours des 14 derniers jours. À Bulengero, aucune école primaire fonctionnelle n'est disponible, privant les enfants d'un accès scolaire dans leur aire de santé.

Les données indiquent aussi une baisse du taux d'inscription, passé de 90 % avant la crise à 84 % pendant/après la crise, et de la fréquentation, passée de 88 % à 80 %. Le ratio élèves-enseignant est passé de 62 à 66, accentuant la pression sur les établissements. Une réponse urgente est nécessaire pour soutenir les ménages incapables de payer les frais scolaires, faciliter la réintégration des enfants déplacés et rétablir l'accès à l'éducation à Bulengero

APP

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)[3]	Sévérité
Fréquence maximale possible des réponses IC pondérées - AAP		***26***	
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Non	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) [2]			
Pas d'aide reçue	86%	-	
Nutrition	4%	0	
Abris	6%	0	
AME	4%	0	
EHA	4%	0	
Santé	0%	6	
Education	3%	0	
Nourriture	5%	0	
Moyens de subsistance	3%	0	
Protection (y compris la sécurité)	0%	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	3%	5	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC) [2]			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	18	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	6	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	0	
AME	-	18	
EHA	-	18	
Santé	-	0	
Education	-	13	
Protection (y compris la sécurité)	-	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	5	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) [2]			
Cash physique (en espèces)	78%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	28%	-	
Vouchers / foires	4%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	53%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	10%	-	
Autre	3%	-	

	EM (% de ménages)	IC
Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) [2]		
Pas de besoin d'information	11%	-
Où recevoir l'assistance	64%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance	64%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)	8%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance	10%	-
Comment donner son feedback	6%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection	10%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)	10%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire	7%	-
Autre	1%	-
Préfère ne pas répondre	2%	-
Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) [2]		
Appel téléphonique	17%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	62%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	15%	-
SMS	10%	-
Réseau social (facebook, whtasapp, etc.)	1%	-
Evenements communautaires	12%	-
Crieurs publics avec mégaphones	3%	-
Au travers des leaders communautaires	22%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	4%	-
Organisations / comités de femmes	6%	-
Autorités locales gouvernementales	3%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre	13%	-
Préfère ne pas répondre	6%	-
Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) [2]		
Appel téléphonique	23%	-
Boite à plaintes	29%	
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)	46%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)	11%	-
SMS	5%	-
Réseau social (facebook, whtasapp, etc.)	1%	-
Evenements communautaires	3%	-
Crieurs publics avec mégaphones	1%	-
Au travers des leaders communautaires	16%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux	1%	-
Organisations / comités de femmes	6%	-
Autorités locales gouvernementales	2%	-
Autorités locales (police, militaires)	0%	-
Autre (préciser)	12%	-
Préfère ne pas répondre	8%	-

Analyse AAP

Les résultats de l'évaluation mettent en évidence des besoins importants en matière d'assistance humanitaire et d'accès à l'information. Au total, 86 % des ménages déclarent n'avoir reçu aucune assistance humanitaire depuis le début de la crise. Les besoins prioritaires rapportés par les informateurs clés concernent principalement la nourriture, les articles ménagers essentiels (AME) et l'eau, l'hygiène et l'assainissement (EHA), cités chacun 18 fois, suivis de l'éducation, mentionnée 13 fois.

Concernant les modalités d'assistance, les ménages privilégient principalement les transferts en espèces (78 %), suivis de l'assistance en nature (53 %) et des transferts monétaires électroniques (28 %). L'accès à l'information demeure également essentiel : 64 % des ménages souhaitent savoir où obtenir une assistance et comment s'inscrire pour en bénéficier. Pour recevoir des informations, 62 % préfèrent les échanges directs avec un travailleur humanitaire, tandis que 22 % privilégient les leaders communautaires.

Pour formuler des plaintes ou transmettre des retours sur l'assistance, 46 % préfèrent s'adresser directement à un travailleur humanitaire, 29 % utiliser une boîte à plaintes et 23 % passer par

Conclusions générales et commentaires

La situation humanitaire dans les localités évaluées reste préoccupante, avec des besoins prioritaires en nourriture, en articles ménagers essentiels (AME), en eau, hygiène et assainissement (EHA), en moyens de subsistance et en éducation. Face à ces difficultés, une réponse multisectorielle est recommandée, combinant une assistance alimentaire, des transferts monétaires lorsque les conditions du marché le permettent, la distribution d'articles ménagers essentiels, l'amélioration de l'accès à l'eau potable et le soutien aux activités génératrices de revenus. Une attention particulière devra être accordée aux femmes, notamment aux femmes enceintes et allaitantes, pour l'accès aux produits d'hygiène et aux services de protection ; aux enfants, pour l'alimentation, la santé, la scolarisation et la protection ; ainsi qu'aux hommes, pour le rétablissement de leurs moyens de subsistance. Les personnes vivant avec handicap (PVH) devront bénéficier d'une assistance accessible et adaptée à leurs besoins spécifiques. Il est également important de faciliter l'accès aux soins de santé, de renforcer les mesures de protection et de soutenir les familles d'accueil, qui partagent leurs ressources avec les personnes déplacées. Le ciblage devra privilégier les ménages les plus vulnérables afin de garantir une assistance adaptée, inclusive et équitable.

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés" et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre)". Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résulats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement présenté sous forme du nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquement rapportée par les IC, après pondération. Lorsque aucune réponse rapportée par les IC ne se dégage majoritairement, le résultat est rapporté comme un "Non consensus". Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.
2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphiques.
3. La fréquence pondérée de réponses IC correspond au nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, ajusté en fonction du profil des IC et du secteur évoqué. La pondération accordée à chaque IC en fonction de son profil permet de donner un poids relatif aux informations rapportées par les IC plus ou moins spécialisés en fonction du secteur évoqué. Chaque IC reçoit un nombre de points de pondération, qui varie pour chaque catégorie de questions (questions transversales, questions santé, questions sécurité alimentaire, etc). Ainsi le maximum possible de la fréquence pondérée d'une réponse (autrement dit, le total de points de pondération des IC) est différent pour chaque secteur. Cette fréquence pondérée maximale possible est indiquée en en-tête de chaque secteur à travers le rapport ; Attention : La fréquence pondérée ne correspond donc ni a un pourcentage, ni au nombre d'IC ayant cité l'option de réponse considérée.
4. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».
5. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».
6. Parmi les ménages ayant rapporté une situation d'occupation parmi les modalités suivantes : "Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient", "En famille d'accueil*, "Dans un site spontané", "Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)", "Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)", "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas".
7. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.
8. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusé non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).
9. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seau. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)